

L'EXEMPTION D'IMPÔT SUR LES REVENUS
INFÉRIEURS AUX ALLOCATIONS DE
L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Question n° 2586—**M. Robinson:**

Le gouvernement fédéral étudiera-t-il la possibilité d'exempter de l'impôt sur le revenu les salariés dont le revenu annuel est inférieur à la somme qu'ils recevraient s'ils dépendaient de l'assistance publique?

L'hon E. J. Benson (ministre des Finances): C'est une question de politique gouvernementale. Si on doit envisager des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu en vue de modifier les exemptions prévues pour les particuliers, on les annoncera en temps utile.

LA MISE À JOUR DU RÉGIME DES PENSIONS
DES FORCES ARMÉES

Question n° 2591—**M. Souham:**

Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour mettre à jour le régime de pension des forces armées en vue d'en faire disparaître les disparités et d'augmenter à un niveau convenable la pension de tous les militaires retraités, des veuves ou des personnes à charge?

M. D. W. Groos (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): La question de hausser les pensions versées aux anciens membres des Forces canadiennes est toujours à l'étude.

**QUESTIONS TRANSFORMÉES
EN ORDRES DE DÉPÔT
DE DOCUMENTS**

LES EMPLOYÉS SOUSTRATS À LA LOI
SUR LE SERVICE CIVIL

Question n° 1648—**M. Caouette:**

1. Quels sont les sociétés de la Couronne ou les autres organismes du gouvernement dont une partie ou la totalité des employés ne sont pas soumis à la loi sur le service civil?

2. Quelle est la politique générale de chacune de ces sociétés ou de chacun de ces organismes gouvernementaux en ce qui concerne le droit de leurs employés de participer à des activités politiques quelconques?

3. Quelles dispositions de la loi ou quels règlements s'appliquent à cet égard à chacune de ces sociétés ou organismes?

4. Dans chaque cas, quelles sanctions sont prévues pour les employés qui négligent de se soumettre à ces règlements?

5. Dans chaque cas, combien de fois a) ces sanctions ont-elles été appliquées, b) combien de cas ont été jugés?

(Le document est déposé.)

LE GROUPE D'ÉTUDE DES SPORTS—LES
MÉMOIRES REÇUS

Question n° 2295—**M. Mahoney:**

Relativement au groupe spécial chargé d'étudier les sports au Canada a) où, et à quelles dates le groupe s'est-il réuni afin de recevoir des mémoires ou d'entendre des témoins, b) quelles personnes ou quels organismes lui ont adressé des exposés ou des mémoires afin qu'il les étudie, c) quels sont les noms des personnes qui ont été interrogées par le groupe spécial, et à quel organisme sportif étaient-elles affiliées ou quels étaient leurs liens avec le monde du sport, d) combien de questionnaires a-t-on distribués, et combien ont été retournés?

(Le document est déposé.)

LES PRIVILÈGES PAR LES NOUVEAUX
RÈGLEMENTS POSTAUX

Question n° 2311—**M. Hales:**

1. Depuis la mise en vigueur des nouveaux règlements postaux, le 1^{er} avril 1969, a-t-on pu déterminer quelles publications, considérées auparavant comme courrier de deuxième classe, sont maintenant reléguées au rang de courrier de troisième ou quatrième classe?

2. Ces renseignements seront-ils rendus publics et de qui peut-on se les procurer?

(Le document est déposé.)

AIDE FÉDÉRALE AUX ÉTUDIANTS

Question n° 2474—**M. Yewchuk:**

1. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé l'an dernier pour faire instruire les étudiants étrangers à l'université a) aux niveaux inférieurs au baccalauréat, b) aux niveaux supérieurs?

2. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé l'an dernier pour faire instruire les indigènes du Canada à l'université a) aux niveaux inférieurs au baccalauréat, b) aux niveaux supérieurs?

(Le document est déposé.)

LES VERSEMENTS EN VERTU DU RÉGIME
D'ASSISTANCE DU CANADA

Question n° 2485—**M. Robinson:**

1. Quelle somme a-t-on versée par année en vertu du Régime d'assistance du Canada depuis sa mise en vigueur en 1963?

2. Combien a-t-on versé à chaque province chaque année depuis la mise en vigueur du régime?

3. Les provinces contribuent-elles encore au Régime d'assistance du Canada?

4. Combien de personnes reçoivent des prestations du Régime d'assistance du Canada dans chaque province?

(Le document est déposé.)

**MOTION D'AJOURNEMENT EN
VERTU DE L'ARTICLE 26
DU RÈGLEMENT**

LE MINISTÈRE DES POSTES

L'ÉTUDE DES RAPPORTS SUR LA SENTENCE ARBITRALE—MOTION D'AJOURNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 26 DU RÈGLEMENT

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je demande, appuyé par le